

## La politique au risque de la spiritualité

### La démocratie, une valeur spirituelle ?

*Invitation à la réflexion*

(Document de travail pour la manifestation des 1, 2 et 3 décembre)

—

Pour beaucoup de nos concitoyens, la démocratie se résume à un système politique reposant sur des élections libres et un ensemble de principes (les droits de l'Homme), de procédures (le votes des lois, l'administration locale) et d'institutions (le Parlement, le Gouvernement etc). Il apparaît cependant de plus en plus que cette vision étroite de la démocratie n'est pas satisfaisante et menace la démocratie elle-même. Elle néglige les conditions morales du bon fonctionnement de la démocratie qui ont pourtant été affirmées par la plupart des grands penseurs politiques, qu'il s'agisse, notamment, de Montesquieu (la démocratie repose sur la vertu), ou de Rousseau (l'intérêt particulier doit se fondre dans l'intérêt général). Cette exigence morale doit donc être réaffirmée aujourd'hui et se traduire davantage dans les faits. Mais comment ? A partir de quelles bases ? Il est apparu aux trois organisations qui sont à l'origine de cette manifestation que cette dimension fondamentale de la démocratie pouvait et devait être réitérée, dans un contexte qui a profondément changé, sous une forme nouvelle. Telle est l'hypothèse, qui forme le thème de cette première journée : **la démocratie n'est pas seulement une valeur politique; elle est aussi une valeur spirituelle**, qu'il convient de prendre en tant que telle, avec tout ce que cela implique.

Voilà ce que les développements qui suivent voudraient expliciter :

#### **1. Les raisons qui justifient une approche spirituelle de la démocratie.**

a/ *D'abord nous ne sommes pas satisfaits de la manière dont les démocraties fonctionnent aujourd'hui.*

La politique, objet de tant de passions, va mal. Elle est, dans l'opinion publique, fortement dévalorisée, souvent caricaturée, presque mise hors jeu. Elle a perdu ses lettres de noblesse, sa capacité à construire un bien commun. Or, en démocratie, cette perte est redoutable car elle déforme la recherche collective de sens et ouvre la porte à la démagogie, au populisme et au totalitarisme caché quand le sens se résume à la recherche du pouvoir.

Contrairement à la théorie professée par beaucoup de politologues ou de tenants des sciences

sociales, les démocraties paraissent de moins en moins en mesure de régler, par elles-mêmes, les problèmes auxquels elles sont confrontées: l'économie, les finances, l'argent pèsent trop sur les sociétés ; la mondialisation, qui pourrait être un progrès, menace les pauvres des pays riches et enrichit surtout les riches des pays pauvres ; la question de l'exclusion se pose en termes nouveaux dans les pays développés, tant pour les personnes que pour les groupes sociaux, et s'ajoute à la question de l'exploitation, qui, elle-même, prend des formes nouvelles ; la perte du sens et des repères, l'individualisme excessif entraînent une crise du lien social de solidarité au moment même où les technologies facilitent les contacts interpersonnels ; les solidarités intergénérationnelles vis-à-vis des jeunes, des seniors, ou des personnes très âgées peinent à s'exprimer ; des réactions identitaires, communautaires, fondamentalistes ou intégristes se produisent qui menacent la paix civile et peuvent facilement dégénérer en violence. Enfin, la question climatique et écologique n'est pas prise suffisamment au sérieux en raison des remises en causes du modèle dominant qu'elle impose. Les nuages s'amoncellent, la conscience de ces périls divers s'accroît, mais le système politique n'en tire pas les conséquences. En sorte que le risque de "sortie de route de l'humanité" pour reprendre une expression de Patrick Viveret s'accroît.

b/ *Nous constatons que ce déficit de volonté et d'action prend des formes particulièrement graves en Europe et en France.*

L'Europe tout d'abord est en panne, et en panne au moment où l'histoire s'accélère, avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs comme la Chine ou l'Inde. Le compromis minimum auquel étaient parvenus les 25 Etats a été refusé par les citoyens de deux pays, sans que ce refus soit porteur dans l'immédiat du moindre projet de remplacement. Les fragiles, bien qu'originales, institutions européennes, victimes du déficit démocratique et de l'élargissement, n'arrivent plus à progresser. Elles risquent d'être minées peu à peu par l'individualisme d'Etat. L'Europe manque de responsables engagés et prêts à risquer. Elle n'a pas assez d'idées. Elle n'a plus aujourd'hui de projet global mobilisateur et a besoin d'un nouveau souffle.

Cette crise de l'Europe est largement due à la crise française, puisque notre pays était jusqu'à présent l'un des moteurs de la construction européenne. Cette crise nationale a sa dimension propre et ses particularités : chômage élevé, lourdeur et désorganisation étatique, difficulté à trouver l'équilibre entre efficacité économique et progrès social. Derrière ces symptômes, il y a des causes : absence de diagnostic clair sur nos difficultés ; résignation, fatalisme et manque de volonté ; défauts de méthode ; incapacité à proposer un projet clair et mobilisateur, expliqué de manière pédagogique, qu'il soit vraiment libéral, vraiment social démocrate, ou vraiment original. Absence par conséquent d'engagement et de courage de ceux qui gouvernent, à quelques exceptions près qui confirment la règle. Et multiplication désordonnée de mesures pour répondre aux demandes de l'opinion, telles qu'interprétées ou manipulées par les médias, mesures souvent incohérentes, et qui ne font pas une politique. On a l'impression que le combat pour le pouvoir ou pour sa préservation l'emporte, de beaucoup, sur un exercice cohérent de celui-ci au service du pays et de l'intérêt général. A la veille de l'élection présidentielle, toutes ces questions doivent être posées et si possible élucidées, notamment celle du déficit spirituel et moral des classes dirigeantes.

Cette situation n'explique qu'en partie le désengagement civique et social. Ses causes sont profondes. Elles se situent au-delà du cycle enthousiasme collectif / déception / repli sur les valeurs privées, tel qu'analysé par Albert Hirshman. Elles sont liées à la puissance de la notion d'intérêt personnel dans nos sociétés : la valeur dominante est aujourd'hui celle de l'intérêt individuel : ne vaut que ce qui rapporte au

moins autant qu'il coûte. La logique du marché, du rendement et du prix a débordé bien au-delà de sa sphère légitime pour pénétrer les relations intersubjectives. Elle influence aussi les comportements collectifs qui ont perdu le support des idéologies traditionnelles. Il serait illusoire de penser que l'on peut réveiller le sens de l'engagement collectif durable, allant au-delà des mobilisations électorales temporaires, par de simples mesures, aussi nécessaires soient-elles. Il faut agir en amont sur le système de valeurs lui-même, et contenir non seulement le marché, mais, plus profondément, et plus gravement, l'esprit du marché qui a pénétré dans nos têtes.

c/ *Dans ce contexte, nous ressentons fortement le besoin pour nos démocraties de s'appuyer sur une force morale particulière, qui leur soit propre et les conforte, faute de déperir.*

Les procédures démocratiques classiques ( liberté d'expression et d'opinion, élections libres) suffisent généralement pour assurer un minimum de régulations sociales, même avec des comportements relativement individualistes et égoïstes, et c'est ce qui rend la démocratie généralisable. Mais ces procédures ne suffisent plus si l'on entend accomplir pleinement le projet démocratique dans son ambition la plus haute, ainsi que lorsque les Etats sont confrontés à des défis particulièrement difficiles, comme c'est le cas aujourd'hui. Les démocraties ne se réduisent pas à un exercice électoral périodique : elles ont besoin de citoyens pratiquant concrètement les valeurs démocratiques. Elles ont besoin d'une force spécifique qui, tout en restant fidèle à leurs principes, les tire vers le haut, qui soude le corps social, et qui a nécessairement un contenu moral et spirituel particulier. Où se trouve aujourd'hui cette force ?

d/ *Nous pourrions la trouver dans les religions instituées, mais à certaines conditions.*

*Les religions peuvent en effet apporter aux démocraties des ressources qui leur manquent plus aujourd'hui qu'hier, et dont elles sont en quelque sorte des spécialistes.*

On peut citer :

- l'aide à la constitution de l'identité symbolique des personnes ;
- la valorisation d'un lien social n'obéissant pas au seul principe d'utilité et de rentabilité ;
- le souci des plus pauvres, des peu efficaces, des personnes en situation d'exclusion, des minorités ;
- la capacité à la modération des désirs, là où le système économique les active sans cesse, au-delà même des possibilités de les satisfaire, ce qui engendre un sentiment de frustration permanente ;
- le sens du temps et du long terme, là où prime l'instant présent ;
- une forme particulière de respect de la nature ;
- une vision holiste de la vie, où le Nous précède le Je, où il y a une dette à assumer et donc des devoirs pour rendre au moins autant qu'il a été reçu ;

Ceci suppose cependant que les religions acceptent de se placer dans le cadre démocratique, et non au-dessus de lui, et achèvent cette révolution copernicienne d'acceptation mutuelle : se mettre au service des démocraties, plutôt que de les accepter faute de mieux ou de s'y rallier par réalisme mais avec le projet plus ou moins avoué d'y exporter leur propre morale. Il faudrait à la fois que les religions reconnaissent le caractère spirituel des principes démocratiques, qu'elles travaillent cette dimension et qu'elles la développent. Il faudrait aussi qu'elles reconnaissent leur caractère potentiellement dogmatique et violent, leur face d'ombre, et l'intérêt pour elles, de ce point de vue, de la régulation démocratique externe. Il ne s'agit pas pour elles de renoncer à leur message et à leur éthique exigeante

lorsqu'elles s'adressent à ceux ou celles qui se réclament d'elles, mais, lorsqu'elles interviennent dans l'espace public en vue de contribuer à l'élaboration des règles et normes collectives, de prendre en compte l'intérêt de tous, y compris de ceux qui ne pensent pas comme elles.

*Mais cette reconnaissance mutuelle entre démocratie et religion se heurte à deux obstacles :*

- *un obstacle de nature historique et sociologique en France, tenant au fait que la démocratie y a été largement arrachée aux forces religieuses qui s'y sont longtemps opposées ;*
- *un obstacle contemporain : nous ne nous reconnaissons pas dans les rapports qui se sont créés entre religion et démocratie dans le monde contemporain, ni dans les formes qu'a pris le retour du religieux. Ces rapports ont en effet tendance à s'exercer de manière conservatrice, voire fondamentaliste (Etats-Unis) et antidémocratique (Guantanamo), ou même terroriste (certaines franges très limitées de l'islam), aux dépens du noyau fondamental de paix, d'amour et de non-violence qui devrait caractériser les religions.*

De manière générale, les relations entre les systèmes politiques et les institutions religieuses sont rarement équilibrées, et naviguent entre deux périls :

- soit l'embrigadement du politique par le religieux, le politique devenant le bras séculier de la religion, et celle-ci imposant sa morale à la société, même à ceux qui n'y adhèrent pas ;
- soit la manipulation de la religion par les forces politiques du moment, qui s'en servent alors comme d'un instrument de pouvoir et de puissance, quitte à en détourner l'esprit.

Les fondamentalismes, les intégrismes sont l'expression de ces deux déformations. Non seulement, ils ne contribuent pas à cette intensification du processus démocratique, mais ils le parasitent. La prétendue guerre de civilisation entre l'occident judéo chrétien démocrate et conservateur et un islam radical voire terroriste constitue une manipulation de ce type qui doit être dénoncée comme telle, comme contraire à une vraie exigence démocratique et spirituelle. La soi-disant morale est dans ce cas utilisée à l'encontre de la morale.

e/ Nous constatons que *l'humanisme laïc, aussi essentiel soit-il pour pacifier les rapports entre Etat et religion, a perdu, la force mobilisatrice, morale et éducative qu'il avait à son origine.*

Face aux nouvelles formes de fondamentalismes, il est tenté de réagir de manière crispée et dogmatique, réaffirmant le caractère purement privé des questions religieuses et spirituelles, au moment même où le besoin de sens, qui n'est plus bien satisfait par les systèmes symboliques en place, cherche à s'exprimer de façon vivante et démocratique dans l'espace public. De la sorte, et bien que le principe théorique de laïcité et de séparation soit appliqué, en pratique, avec beaucoup d'accommodements, la construction d'une laïcité ouverte et positive se heurte à de nombreux obstacles.

- f) Nous constatons que, *dans la société actuelle, de nombreuses personnes vivent des expériences spirituelles profondes, aussi bien à l'intérieur des religions instituées que de manière informelle, souvent en lien avec un engagement associatif et démocratique.*

La précarisation de fait de l'existence, que son origine soit économique, sociale, familiale, psychologique ou symbolique, l'instabilité des rôles sociaux qui en résultent, la confrontation avec le mal dans une société dont les repères se sont affaiblis, oblige chacun à se construire en tant que personne et à fabriquer son identité à partir d'un sens en élaboration permanente. Souvent cette construction prend la forme d'une résistance ou d'une réaction à une injustice et d'un combat pour la faire cesser. Sous de multiples formes, des liens s'établissent entre l'intériorité de chacun et des engagements démocratiques multiples, dans le domaine associatif notamment.

Cette relation entre intériorité et engagement renouvelle assez profondément le rapport entre le citoyen et la politique. La politique, traditionnellement, s'adresse plus à l'homme extérieur qu'à l'homme intérieur et agit par les idées, voire par l'idéologie. Ces nouveaux acteurs agissent pour une cause précise et avec leur singularité propre. Notre hypothèse est que cette intériorité de masse et ces engagements multiformes n'ont pas encore droit de cité dans notre espace public et que le système politique n'en tient pas assez compte. D'où un écart croissant avec les citoyens. Pourtant, le mouvement spirituel démocratique informel pourrait être une source de réactivation démocratique importante, à condition de trouver de nouvelles formes et ses canaux propres d'expression. Il pourrait contribuer au dépassement d'oppositions paralysantes (entre laïcité et religion, entre transformation personnelle et transformation collective, entre immanence et transcendance). Ce sera l'un des buts des ateliers thématiques du premier jour de cette manifestation que de tester cette hypothèse, en examinant, à partir d'expériences vécues dans les divers domaines de la vie économique et sociale, quels liens concrets s'établissent entre expérience spirituelle et expérience démocratique, et quelles conséquences peuvent en être tirées.

Parallèlement, nous constatons que les spiritualités et les religions, ayant, pour beaucoup d'entre elles, perdu de vue leurs propres repères, ou ne sachant plus les interpréter, subissent un éparpillement en de multiples formes, s'évadent dans l'imaginaire, dans l'individualisme et l'apolitisme ou, à l'inverse, se condensent en idéologies totalisantes, simplistes ou sectaires. Au lieu de concourir à la recherche de sens sur les réalités humaines, elles risquent, au contraire de semer la confusion, et d'inciter à s'échapper du réel vers le mythique. Elles sont alors facilement instrumentalisées par le politique. N'arrivant pas à produire du sens pour une construction collective, elles laissent alors les hommes d'aujourd'hui sans espérance concrète, sans cette spiritualité de la Vie qui donne sa saveur à l'existence et dont la démocratie a besoin tout en pouvant aussi en être l'expression. C'est aussi pour tenter de remédier à cette situation que les trois mouvements qui organisent cette rencontre proposent, sans en sous-estimer les risques (d'où le titre !), une démarche mettant en jeu simultanément ces deux dimensions du spirituel et du politique, indissociables en chaque personne, en vue de contribuer à ce que Emmanuel Mounier invoquait en son temps, une « renaissance ».

- g) Ainsi, dans cette recherche d'une sorte de chemin de crête pour réactiver les valeurs

démocratiques, leur donner toute leur effectivité, en évitant le double péril du fondamentalisme d'un côté et la laïcité close de l'autre, il nous paraît *que l'appel au spirituel peut avoir un vrai sens et une vraie portée. A condition que l'on s'entende aussi précisément que possible sur ce que nous entendons par là*, ce qui n'est pas aisé.

Le spirituel n'est pas pour nous synonyme de religieux. Il est ce qui appelle chacun à réfléchir à sa place dans l'espace et le temps, et à s'interroger sur sa finalité mais aussi sur le ressort qui sous-tend son action.

Nous nous reconnaissons dans cette formulation de Majid Rahnema : « Je veux parler de notre plus grande richesse, de « *l'humain* » caché en chacun de nous, ce noyau « *d'humanum* » qui loge en lui ce que certains appellent « *le Dieu en chacun de nous* » ou le Dieu tout court, ou encore ce que d'autres nomment Conscience, Raison, Amour... C'est dans cette composante humaine, dans ce « temple intérieur de la vie » que réside le seul espoir pour qu'un véritable présent soit réinventé... ».

Il y a bien entendu beaucoup d'autres définitions possibles. Ainsi Jean-Claude Lavigne y voit notamment « ce qui travaille chaque instant pour le colorer et suggère que l'existence n'est pas seulement chaotique ». L'une des associations organisatrice avait proposé en 1993, dans sa charte constitutive, de définir l'attitude spirituelle par « le refus de l'inhumain et le souci de dépasser l'humain ». En effet, l'homme devient facilement inhumain, on le sait et on ne le voit que trop, que cette inhumanité vienne du politique ou des religions ; elles aussi, dans leur souci d'absolu, lorsqu'elle s'idéologisent, sont tentées de devenir inhumaines, se trahissant ainsi elles-mêmes. C'est une première fonction du spirituel que de lutter contre cette tendance rémanente à l'inhumanité de l'homme, qu'elle vienne du politique ou du religieux. Mais ce n'est pas la seule : le spirituel revendique aussi, parallèlement, et au même niveau un dépassement de l'existence humaine considérée dans sa seule dimension matérielle. Il ne peut se satisfaire de l'auto-référencement de l'individu par lui-même tel que présent dans les formes extrêmes du libéralisme. Il voit l'individu comme une personne portée par une énergie et un projet qui l'entraînent et le surplombent et que chacun pourra nommer différemment : valeurs morales, humanisme, transcendance, Dieu. En ce sens, le spirituel est plus ouvert, plus multiforme, plus flou, moins institutionnel que les religions, mais plus tolérant, plus démocratique, de nature à contenir tant les déviations politiques que les religions dans leur excès, sans pour autant gêner leur développement propre lorsqu'il est authentique et sert l'homme en Dieu et Dieu en l'homme, sans privilégier l'un des deux termes aux dépens de l'autre. Il nous paraît que cette vision du spirituel visant à perfectionner l'humain en l'homme a une fonction essentielle à remplir aujourd'hui pour accomplir le projet démocratique dans ce qu'il a de plus exigeant, de plus élevé et aussi de plus motivant et enthousiasmant. Nous le voyons, sous des formes diverses, capable de jouer un rôle de médiation, entre l'individuel et le collectif, entre la société civile et l'Etat, entre la laïcité et les religions. Un rôle de tiers inclus ou de tiers état en somme.

2. En posant l'hypothèse que la démocratie est, aussi, une valeur spirituelle, pas seulement un système politique, que voulons-nous dire et que voulons-nous provoquer de la manière positive ?

Nous voudrions dépasser la critique sociale et sociologique contemporaine de la démocratie, plus moralisante que vraiment morale, car coupée de toute dimension spirituelle profonde, et se privant par cela d'une bonne part de son efficacité

a/ Nous voulons tout d'abord rappeler que *si politique et spiritualité ont perdu leurs lettres de noblesses, elles n'ont pas perdu leurs sources*, qui sont depuis toujours présentes en toute personne, quel que soit son genre, son origine, sa culture, sa richesse, ou son rang social :

- nous constatons tout d'abord que la source du politique, c'est le désir de paix et de justice présent en chacun, si nous entendons par politique l'organisation du « vivre ensemble » et des choix que cela implique, et si nous faisons nôtre cette définition d'Hannah Arendt : « Chaque homme en naissant, naît dans un espace commun. La pluralité précède l'individu. C'est cela le politique : l'expérience du commun, la mise en commun des actes et des paroles, animée par un goût de vivre ensemble ».
- ensuite, si nous nous référons aux tentatives de définitions évoquées ci-dessus, nous attestons que la source du spirituel réside dans le fantastique désir d'épanouissement personnel et de solidarité de l'humanité en chacun.

Ces deux désirs complémentaires sont présents en tout humain. Ils constituent l'énergie vitale de l'humanité qui se révèle en tous lieux, en tous temps, et souvent dans la fragilité, dans l'humilité, dans le secret, pour manifester l'espérance humaine quand tout semble la contredire, violences économiques, guerres, destructions. Ils sont aussi dévoyés par les désirs d'accumulation ou d'individualisme instrumentalisés par l'économie marchande.

C'est à partir de cette double énergie, politique et spirituelle (dans le sens large des termes), qu'il nous faut rechercher, dans le concret des réalités quotidiennes, les voies et les moyens d'une véritable renaissance du sens à la hauteur des enjeux de société. Cette double énergie est présente et active un peu partout dans tous les pays du monde. On peut en voir les signes, les échos, si l'on est attentif, mais les médias n'en rendent pas souvent compte et généralement les grands systèmes politiques ou religieux ne l'intègrent ni la valorisent, et ne savent pas en lire la trace. Cette double énergie met en jeu aussi, en permanence et au travers de multiples initiatives le passage de l'individuel au collectif.

b) Nous devons réaffirmer parallèlement que *la démocratie est non seulement une philosophie de la vie et de la cité, mais aussi une exigence morale, et que cette exigence est extrêmement ambitieuse voire utopique.*

En effet, à la différence du totalitarisme, la démocratie accepte de vivre avec le mal et avec l'imperfection, sans pour autant pactiser avec eux. Elle ne veut pas expulser le mal par la force, sans pour autant s'y résigner. Elle ne cherche pas à corriger ses citoyens, à les contraindre à pratiquer les vertus. Elle le prend tels qu'ils sont. Elle fait le pari moral de la liberté, et qu'ils en feront les

meilleurs usages. Elle admet la co-existence du bon grain et de l'ivraie. Elle fait confiance à la personne humaine, telle qu'elle est, pour que la dignité de chacun soit respectée. Elle donne à chaque être humain une valeur irremplaçable, en lui donnant une part égale de la souveraineté. Chaque personne devient en quelque sorte « une histoire sacrée », pour reprendre une expression de Jean Vanier. De ce fait, chaque personne doit être mise en mesure de se réaliser pleinement. Chaque personne doit pouvoir donner le meilleur d'elle-même à la collectivité et, si possible, lui rendre autant et même plus que ce qu'elle a reçu d'elle. C'est à cette condition qu'il peut y avoir progrès individuel et collectif. Cette finalité de la démocratie a une parenté profonde avec la spiritualité : celle-ci vise bien aussi à l'accomplissement de la destinée humaine dans le monde réel. Le fait que la spiritualité insiste plus sur les devoirs que les droits, à l'inverse des démocraties, ne change rien à la chose. C'est bien, dans les deux cas d'accomplissement qu'il s'agit. Sur des champs et avec des moyens différents, mais qui ont entre eux de nombreux points d'intersection. Ce que le philosophe américain John Dewey traduit en disant que la démocratie implique « qu'en tout individu existe une possibilité infinie et universelle, celle d'être un roi ou un prêtre ».

Cette finalité de l'égalité de dignité est sans cesse bafouée dans les faits. Mais cet écart, loin de conduire à la résignation, tentation trop facile, est le moteur même de la démocratie. C'est à partir du constat de ses insuffisances, en confrontant la réalité à sa vision utopique et même transcendante que la démocratie reste vivante et active : par le constat de ses limites et la volonté de les dépasser. Rappeler la substance de l'exigence démocratique, ce n'est pas seulement une attitude politique, c'est aussi un combat spirituel. C'est ce que le communisme n'a pas voulu voir, restant prisonnier d'une vision à la fois mécanique et matérialiste qui a engendré son échec. C'est le risque que court aujourd'hui une certaine vision du libéralisme qui partage en fait les mêmes présupposés que le communisme sur ces deux points. C'est le risque que court aussi une partie de la gauche qui, sans trop s'en apercevoir, est devenue, de fait, prisonnière de l'individualisme utilitariste et ne fait pas, ou plus, la liaison entre transformation sociale et transformation personnelle.

c/ *Nous voulons consolider les fondements de la démocratie, en lui donnant une autorité plus forte grâce à l'alimentation d'une source extérieure.*

Les démocraties, en prenant inconditionnellement le risque de la liberté, s'exposent à la fragilité. Elles acceptent la présence en leur sein de leurs ennemis. Comment donc les protéger contre elles-mêmes, contre des majorités changeantes qui peuvent être tentées d'en oublier les principes, de suspendre certains droits, de faire place à des visions totalitaires de la société ? Comment donner à la démocratie une autorité particulière sur la société qui la mette à l'abri des contingences, des démagogues, des populismes du moment ? Cette question est soulevée notamment par Hannah Arendt dans *"La crise de la culture"*, ou par Michel Henry. Celui-ci écrit : « Les Droits de l'Homme ne fondent la démocratie qu'à la condition d'être eux-mêmes fondés. C'est pourquoi une Déclaration, si solennelle soit-elle, ne suffit pas. Doit exister quelque part, sous la forme d'une réalité incontestable, l'ultime principe qui établira les Droits de l'Homme de manière à les rendre imprescriptibles en effet, inaliénables et inviolables. De quel principe radical dispose la démocratie pour fonder les Droits sans lesquels elle devient incapable de se dissocier des régimes de terreur et de mort. Cela suppose que la démocratie soit revêtue d'un certain caractère sacré, au sens étymologique d'une institution qui ne peut être saisie par des mains profanes ». Les Constituants de 1789 étaient bien conscients du problème, lorsqu'ils avaient édicté la fameuse Déclaration des droits de l'Homme « en présence et sous les auspices de l'Être suprême ». Ils avaient senti que la démocratie nouvelle avait besoin d'une sorte de surplomb qui la valide et la protège. C'est pour cela aussi que l'on a senti la nécessité de poser le fronton de la Fraternité sur les deux colonnes de la Liberté et de l'Égalité ; mais cet appel à la Fraternité suppose implicitement une Paternité, fait remarquer Marie Balmary. Quelle est donc cette paternité cachée à laquelle renvoie également de

manière implicite la Déclaration universelle des Droits de l'Homme lorsqu'elle se réfère à la « famille humaine »? Si, en France, on préfère parler de République plutôt que de démocratie, c'est pour bien marquer que pour se réaliser, pour se fonder elle-même, la démocratie doit se dépasser en permanence et s'incarner dans des institutions sociales qui assurent la justice. Dans cette perspective, Emmanuel Lévinas va même plus loin lorsqu'il écrit: « Les institutions laïques qui placent les formes fondamentales de la vie publique en dehors de préoccupations métaphysiques ne peuvent se justifier que si l'union des hommes en société, si la paix, répond elle-même à la vocation métaphysique de l'homme. Sans cela, le laïcisme ne serait que la recherche d'une vie tranquille et paresseuse, une indifférence à l'égard de la vérité et des autres, un immense scepticisme ». De même, pour Claude Nicolet, « la laïcité est, tout compte fait, un exercice spirituel ». Enfin, en parlant de « promesse démocratique », Hannah Arendt met bien en valeur ce nécessaire horizon transcendant de la démocratie.

En affirmant que la démocratie est une valeur spirituelle, à la fois immanente et transcendante, nous voulons mettre en avant cet étayage nécessaire de la démocratie, tout en respectant les valeurs et convictions de chacun. En un mot, pour se réaliser pleinement, la démocratie doit s'appuyer sur une spiritualité démocratique. Elle ne tient pas debout toute seule si elle veut être vraiment elle-même. Pour trouver l'énergie individuelle et collective nécessaire pour répondre aux défis de notre société, sans tomber dans les facilités et dans les pièges des idéologies, elle a besoin d'une spiritualité forte, mais ouverte, en recherche permanente, qui la soutienne.

*c) Cela est d'autant plus vrai que les démocraties vont nécessairement devoir s'engager sur des terrains nouveaux pour elles, ceux du sens, et de l'identité, dans un contexte de multiculturalisme accru.*

Les démocraties se sont constituées pour affirmer l'autonomie juridique de l'individu face à des systèmes de sens trop contraints et ne respectant pas la liberté de chacun. Elles ont gagné ce combat, au point qu'il s'est peu à peu inversé. Aujourd'hui, le problème est de s'organiser collectivement pour aider chacun à forger le sens qu'il donne à sa vie, et à accéder à une identité choisie, construite, reconnue. Nos sociétés ne peuvent fonctionner que si chacun de ses membres a la solidité suffisante pour assumer sa propre responsabilité au sein de l'ensemble collectif. La démocratie ne peut plus se désintéresser de ce qui se passe dans le for intérieur. Bien que l'on puisse aussi la définir comme l'espace commun de la recherche du sens, elle n'est pas accoutumée à aborder ces dimensions. Elle hésite à aborder ou à reconnaître pleinement un territoire inconnu où n'opèrent pas ses instruments usuels : Comment peut-elle et doit-elle travailler démocratiquement sur le sens, sur les identités, sur le monde commun des multiples différences? Mais, faute d'en prendre le risque, tout tend à démontrer qu'elle prend le risque de l'insignifiance. Il faut qu'elle fasse pressentir aux individus, à ceux dont l'identité est flottante et en manque de projet, qu'elle reconnaît cette dimension intérieure, et même qu'elle la requiert.

Cela est d'autant plus vrai que nos démocraties fonctionnent dans un contexte de diversité croissante, où la question de l'altérité, donc de la tolérance, se pose avec une acuité particulière. La tolérance par simple juxtaposition d'intérêts égoïstes de suffit plus. Il faut désormais « coopérer en donnant aux différences et aux désaccords une chance de se manifester parce qu'on a la conviction que l'expression de la différence et du désaccord est non seulement un droit d'autrui, mais aussi un moyen d'enrichir sa propre expérience, fait partie de l'aspect personnel du mode vie démocratique » (Dewey).

d) *L'affirmation de ce nécessaire ancrage spirituel de la démocratie nous paraît, par voie de*

*conséquence, nécessaire à plusieurs points de vue :*

Pour remédier aux déviations potentielles inhérentes aux démocraties, telles qu'analysées notamment par Tocqueville, et que l'on peut résumer, ainsi que l'exprime Agnès Antoine, comme un triple excès d'individualisme, de rationalisme et de matérialisme. Il est clair que nous vivons ces excès, avec les risques de fausses compensations. Jean-Claude Guillebaud précise ce diagnostic en mettant en valeur trois types de dérèglements : l'envahissement des démocraties par la pensée du nombre et du quantitatif ; leur difficulté à se situer dans le temps long ; leur incapacité congénitale à se confronter à la question du mal. Tocqueville voyait dans les religions un contrepoids nécessaire à chacun de ces excès. Mais cela suppose, comme on l'a dit plus haut, des religions acceptant pleinement le principe démocratique, ce qui ne va pas de soi, prend un certain temps et résulte d'une pratique. Il faut en outre tenir compte du principe de laïcité propre à la France. Affirmer la démocratie comme une valeur spirituelle, comme une forme de spiritualité, imposant la tolérance aux religions lorsqu'elles ont tendance à s'en écarter, permet de contourner ces obstacles ;

Pour créer un espace commun pour assurer un réglage plus apaisé des relations entre politique et religion, relations qui sont toujours difficiles. Cet espace met en valeur le fait que la vie politique démocratique a besoin des valeurs spirituelles pour bien s'exprimer et que, parallèlement, les religions ont également besoin, comme garde-fou, des valeurs de tolérance développées par les démocraties ; il y a là un enjeu important pour l'islam ;

Pour créer entre les religions elles-mêmes, qui se sont si souvent combattues violemment, qui sont si prêtes à le faire à nouveau, ou à s'ignorer mutuellement dans un splendide isolement, un espace de dialogue et de discussion à la fois stimulant et pacificateur. Celui-ci devrait être à la fois inter religieux (entre institutions), intra religieux (passant par l'intériorité de chacun, dans un but d'enrichissement mutuel) et méta religieux (avec la distance critique permettant des comparaisons objectives et la détection éventuelle d'une grammaire commune).

Pour que cette spiritualité démocratique aide à gérer la complémentarité et l'antagonisme entre démocratie et marché, entre le fait que pour la démocratie chaque personne vaut une voix, tandis que pour le marché, c'est chaque euro qui donne une voix.

d/ *L'affirmation que la démocratie est une valeur spirituelle doit également comporter certaines limites et ne pas tomber à son tour dans l'excès. En particulier :*

il ne s'agit pas de créer une religion civile, avec sa culture, des prêtres, sa morale. Il s'agit, encore une fois, d'un espace ouvert ;

il ne s'agit pas non plus d'empiéter sur le champ des religions, qui ont toute leur légitimité, mais doivent aussi se soumettre à des disciplines collectives. Elles visent l'au-delà de la société, et cela doit être reconnu, mais elles fonctionnent dans la société et doivent accepter de cohabiter avec des personnes qui ne se reconnaissent pas en elles, donc accepter la diversité ;

il ne s'agit pas non plus d'obliger chacun à adhérer à cette affirmation que la démocratie est une

valeur spirituelle, mais d'accepter que la question soit posée en terme d'interpellation, de tension, avec, croyons-nous, de solides arguments à l'appui.

Ce faisant, il ne s'agit pas non plus de créer un concordisme vague, source de nouvelles confusions généralisantes, en prétendant masquer la part d'incomplétude et de vide qui régit l'horizon humain des sociétés.

### **3. Les implications concrètes de l'affirmation selon laquelle la démocratie est une valeur spirituelle.**

Il n'est évidemment pas question de déduire une politique ou un programme de cette affirmation, sur un mode transposé de la "politique tirée de l'écriture sainte". C'est un esprit tout à fait opposé à cela qui nous anime, puisque la spiritualité démocratique dont-il s'agit est une recherche permanente.

Est-ce pour autant que cette présentation de la démocratie soit vide de contenu opérationnel ? Nous ne le pensons pas non plus, car elle a des implications fortes en tant qu'elle engendre nécessairement un état d'esprit, des attitudes, des comportements, des orientations tout à fait fondamentales. On en énumèrera ci-dessous certaines, peut-être les plus importantes, sans prétention à l'exhaustivité.

a/ *Si la démocratie est, elle-même, en tant que telle, une valeur spirituelle, cela veut dire qu'une certaine convergence doit s'établir entre les deux notions.*

Ceux pour qui les valeurs spirituelles ou religieuses sont premières doivent considérer avec le même respect les valeurs démocratiques, donc y contribuer. Et, inversement, ceux pour qui les valeurs démocratiques sont premières doivent accorder un respect équivalent aux convictions spirituelles et religieuses, tant qu'elles ne remettent pas en cause la démocratie, donc accepter que la société bénéficie de cette alimentation. Cette acceptation mutuelle, cette recherche de complémentarité, serait sûrement un facteur de dynamisme démocratique et spirituel. Elle aboutit en somme, d'une part, à ce que la démocratie, lorsqu'elle est pratiquée de manière authentique, soit vécue aussi comme une expérience spirituelle et intérieure et, d'autre part, à ce que les vérités spirituelles soient authentifiées dans leur capacité pratique à contribuer à l'accomplissement de la démocratie.

b/ *La vision spirituelle de la démocratie conduit à mettre l'accent sur l'éducation tout au long de la vie, éducation au sens large, à la fois démocratique et spirituelle, l'une et l'autre jamais achevées, fondatrices d'un double civisme, politique et spirituel*

D'où l'importance essentielle, dans la formation initiale, des humanités et de la connaissance des religions. D'où aussi la nécessité d'adopter une vision large de la formation tout au long de la vie qui, dans cette perspective, ne saurait se réduire à la seule formation professionnelle : il s'agit bien de formation à la construction de soi et de formation du rapport à l'autre. D'où aussi la nécessité de soutenir et peut-être de rénover les différentes formes d'éducation populaire pour qu'elles jouent un rôle nouveau et maintiennent cette fonction sociale qui s'est avérée si essentielle pour passer à l'âge démocratique. L'organisation sociale doit donc faire en sorte que ce travail sur soi et sur la relation à autrui soit possible. C'est la condition de l'apprentissage à la

coopération et à la construction d'objectifs partagés.

c/ *L'éthique de la discussion*, comme fondement d'une démocratie participative permettant un traitement non violent des conflits, apparaît, elle aussi, comme un *nouveau principe de base de l'organisation sociale devant à la fois être enseigné et pratiqué aux divers échelons de la vie de la cité*.

La démocratie moderne a besoin d'un nouvel outillage pour faire émerger le sens, mais cet outillage est moins procédural ou institutionnel qu'éthique. C'est une compétence sociale, un éthos, un habitus nécessaire pour débattre afin d'avancer dans le même sens. Il s'agit de créer des espaces de communication sans visée stratégique immédiate où les participants à un débat complexe, difficile ou conflictuel, acceptent de mettre en commun leurs informations pour en supprimer les asymétries, font remonter leur vécu, et cherchent ensemble à expliciter leurs vrais désaccords ou à trouver des consensus, en dissipant les malentendus ou procès d'intention. Cette pratique, qui permet ensuite à la démocratie représentative de fonctionner sur des bases infiniment plus solides, implique une vraie capacité d'écoute et de remise en cause, sur des questions où la pensée de chacun a un contenu identitaire fort. Ce que Gadamer exprime en affirmant qu'il « y a désormais la tâche d'apprendre à connaître le commun dans l'autre et dans l'altérité ». Exigence qui décrit parfaitement cette caractérisation spirituelle de la démocratie authentiquement vécue.

d/ Une autre conséquence de cette vision de la démocratie est qu'elle *relativise l'économie* qui domine excessivement notre société, et fait l'objet d'une certaine sacralisation, voire d'une idolâtrie de fait.

La remettre à sa place, comme une fonction parmi d'autres, comme une des formes de la richesse, mais pas la seule, les valeurs relationnelles, conviviales, humanistes, spirituelles ayant autant de prix, sinon plus. Ainsi peut s'amorcer cette révolution copernicienne si nécessaire d'un point de vue social et écologique permettant de réhabiliter la gratuité, le don, le désintéressement, le temps choisi, la hiérarchisation des désirs, en distinguant l'essentiel du superflu et en ne séparant plus le souci de soi, le respect de l'autre et la recherche d'institutions justes pour reprendre la distinction de Paul Ricœur.

e/ Affirmer que la démocratie est une valeur spirituelle, c'est aussi *faire prendre conscience et obliger moralement l'acteur*, quel qu'il soit (économique, social, politique, associatif) et à quelque niveau qu'il opère, *à se poser, tant pour lui-même que pour son action, la question spirituelle*.

Son désir de pouvoir, légitime au départ, va-t-il être au service du sens, ou se développer pour lui-même, de manière autonome, en se détachant du sens, voire en le polluant ou en le contredisant ? Comment l'acteur démocratique va-t-il s'étayer lui-même dans sa confrontation avec le pouvoir, ce pouvoir qui est sacralisé si facilement et qui devient but en soi, et dont la privation devient insupportable car l'acteur s'y est identifié ? Comment va-t-il gérer la frontière entre compromis et compromission ? La question est ainsi posée *d'équiper l'acteur d'un minimum de capital social éthique* pour l'aider à assurer cette confrontation faute de voir les dysfonctionnements prendre une importance croissante. Cet équipement paraît être assuré de manière optimale quand quatre conditions sont remplies : l'acteur fait un travail régulier d'intériorité sur lui-même ; il dispose d'un groupe de pairs et d'amis pour échanger sans être jugé sur les questions délicates qui se posent inévitablement à lui ; il est rattaché à une institution ayant forgé un corps de doctrine ayant surmonté l'épreuve du temps ; et il reste

malgré tout ouvert sur les autres traditions spirituelles ou religieuses, sur les apports des sciences, sur l'universel en un mot. A chacun d'organiser cet équipement, de façon plus ou moins complète, mais la question est, en tout cas, posée.

Elle l'est particulièrement en cas d'accès d'un responsable à des responsabilités plus élevées ; en ce cas, un contraste se produit entre un excès de satisfaction et de jouissance d'un côté et le sentiment d'une sorte d'écrasement devant un ensemble pesant de contraintes de l'autre. La tentation est forte alors de se protéger par une distance hautaine, ou de répondre par une violence de fait (qui peut prendre de multiples formes). En fait, tout accroissement de responsabilité sociale, dans quelque lieu que ce soit (cité, entreprise, association, famille), implique un progrès moral, faute de quoi des phénomènes pervers se produisent inévitablement.

f/ Les conditions seront peut-être alors réunies pour *voir apparaître sur le terrain politique des responsables* capables de poser un diagnostic, de proposer une vision, de l'incarner dans un projet et un programme, et de s'y engager vraiment avec ce mélange de détermination et prudence qui définit le "grand homme" selon Max Weber, tout en assumant les risques que cela comporte. Car il y a risque à s'engager ainsi, risque à être désavoué par les faits ou par l'opinion, et il peut paraître plus sûr de surfer sur les sondages, de considérer que les promesses n'engagent que ceux qui y croient, ou encore de demander plus à l'impôt et moins au contribuable. Mais ces pratiques minent la démocratie et ouvrent la voie à toutes les aventures. La démocratie suppose le compromis, mais la compromission généralisée tue la démocratie. C'est dans cette perspective notamment que la politique doit s'exercer « au risque de la spiritualité ».

g/ *Chacun devra, en termes programmatiques, décliner, à sa façon, ces orientations*, compte tenu de son passé, de sa tradition culturelle, de son histoire.

Elles conduisent à un refus des maltraitances de tous ordres, à un refus des exclusions, à un rejet de la guerre des civilisations, à l'acceptation de la diversité et de la différence, à la recherche du développement de l'humain en l'homme, à un mode de développement équilibré à l'échelle mondiale, à un respect critique des institutions destiné à rénover celles-ci, non à les détruire. Mais il n'y a pas sur tous ces sujets de programme d'action spirituelle fait sur mesure.

h) Enfin nous avons bien conscience *que le caractère spirituel de la démocratie se vit différemment d'un contexte national ou culturel à l'autre*, et que l'Europe a sans doute une voix commune à exprimer à ce sujet, et que tout cela pose des problèmes philosophiques et théologiques réels qu'il faudra approfondir. Mais cela ne nous paraît pas constituer des motifs suffisants pour renoncer à mettre en avant cette vision des choses.

i) Pour illustrer ces réflexions de manière concrète, à propos de ce qui peut constituer un véritable projet de société, nous avons souhaité *poser la question d'un service civique obligatoire*.

Nous passerons cette idée au tamis de l'éthique de la discussion, nous méfiant d'un consensus trop vite acquis et du risque d'un nouvel échec collectif possible si nous ne prenons pas conscience des enjeux qu'il soulève et des difficultés qu'il comporte. Un service civique obligatoire pour qui, avec qui, dans quel but, sous quelle forme, pour quelle créativité, avec quelles sanctions éventuelles ? Voilà un cas d'école de choix pour les problèmes que nous

entendons soulever.

Jean-Baptiste de Foucauld  
Au nom des trois mouvements organisateurs  
Démocratie et Spiritualité  
La Vie Nouvelle  
Poursuivre

### **Questions pour accompagner la lecture du texte**

- 1) Quel sens, quelle valeur le mot démocratie a-t-il pour vous ? En quoi cette valeur intervient-elle dans votre vie de citoyen, de membre de la société ? Quel effet a-t-elle sur le regard que vous portez sur le monde ?
- 2) Comment construisez-vous les repères éthiques qui guident votre action citoyenne ?
- 3) A travers quelles situations concrètes votre recherche spirituelle influe-t-elle sur votre pensée et votre action de citoyen ? Comment ?
- 4) De quelle manière développez-vous la dimension spirituelle de votre personne ?